

Burundi : législatives sous haute tension, le président contesté

@rib News, 29/06/2015 – Source AFP Les Burundais Ã©lisaient lundi leurs dÃ©putÃ©s et conseillers communaux dans un climat de trÃ©s vives tensions, sur fond de contestation populaire contre le troisiÃ©me mandat du prÃ©sident Pierre Nkurunziza. Des violences - jets de grenade et tirs nourris presque toute la nuit - ont parfois retardÃ© le dÃ©but des opÃ©rations de vote Ã Bujumbura. La participation, plus que le rÃ©sultat, est la grande inconnue du scrutin, l'opposition boycottant l'ensemble de ces Ã©lections gÃ©nÃ©rales, largement condamnÃ©es par la communautÃ© internationale.

Ã la mi-journÃ©e, Pierre-Claver Ndayicariye, prÃ©sident d'une Commission Ã©lectorale accusÃ©e d'Ã©tre aux ordres du pouvoir, assurait que "la participation Ã©tait massive Ã travers tout le pays". Mais aucun chiffre officiel n'Ã©tait disponible et plusieurs bureaux refusaient de communiquer leurs taux de participation. Cette mobilisation "massive" Ã©tait mÃªme loin d'Ã©tre Ã©vidente Ã Bujumbura. Dans les quartiers contestataires mobilisÃ©s depuis fin avril contre la candidature de Pierre Nkurunziza Ã un troisiÃ©me mandat Ã la prÃ©sidentielle du 15 juillet, comme dans le fief prÃ©sidentiel de Kamenge, les habitants ne se sont pas bousculÃ©s lundi matin. InsÃ©curitÃ©, manifestants barrant la route aux Ã©lecteurs ou respect du boycott, les raisons Ã©taient multiples. Quelque 3,8 millions d'Ã©lecteurs, selon les autoritÃ©s, sont appelÃ©s aux urnes pour ce scrutin proportionnel Ã un tour. Ils doivent Ã©lire 100 dÃ©putÃ©s, auxquels s'ajouteront trois membres de l'ethnie ultra-minoritaire twa ainsi que, si nÃ©cessaire, un nombre variable de dÃ©putÃ©s cooptÃ©s au sein des listes en lice pour parvenir aux Ã©quilibres prÃ©vus par la Constitution : l'AssemblÃ©e doit compter 60% de dÃ©putÃ©s hutu (environ 85% de la population), 40% de dÃ©putÃ©s tutsi (environ 15%) et 30% de femmes. Ces Ã©quilibres ont Ã©tÃ© consacrÃ©s par l'Accord d'Arusha qui avait conduit Ã la fin de la guerre civile ayant opposÃ© entre 1993 et 2006 l'armÃ©e, alors dominÃ©e par l'Ã©lite tutsi, et des rÃ©bellions hutu. Ils ont apportÃ© dix ans de paix au Burundi, pays Ã l'histoire post-coloniale ponctuÃ©e de massacres. Signe du climat toujours tendu lundi, une grenade a explosÃ© sans faire de victime peu avant 09h00 (07h00 GMT) dans le quartier contestataire de Musaga, Ã Bujumbura, Ã quelques centaines de mÃ©tres d'un centre de vote prÃ©s duquel de nombreux policiers patrouillaient. Militaires et policiers surtout y faisaient la queue pour voter. "Les manifestants ont fermÃ© les routes pour nous bloquer, mais nous sommes allÃ©s chercher des policiers pour nous accompagner", a racontÃ© Annick Niyonkuru, l'une des rares personnes civiles Ã attendre avec eux. Plus au nord en territoire prÃ©sidentiel, dans un centre de vote de Kamenge lui aussi sous Ã©troit contrÃ´le policier, de petits groupes d'une dizaine de personnes attendaient devant les bureaux de vote. "Je remarque que l'affluence est faible par rapport Ã 2010", date des derniÃ©res lÃ©gislatives, a remarquÃ© Salima Mundanikure, une Ã©vangÃ©liste d'une cinquantaine d'annÃ©es. Le centre de Bujumbura avait lui des airs de ville fantÃªme: les magasins Ã©taient fermÃ©s, la circulation clairsemÃ©e. Une bonne partie de la population est partie se rÃ©fugier en province ou au Rwanda voisin de crainte d'une attaque de grande ampleur Ã l'approche des scrutins. - DÃ©fections - En province, oÃ¹ s'est rendu un journaliste de l'AFP, le centre de vote de la commune de Bururi, dans la province Ã©ponyme (sud), rÃ©solument anti-Nkurunziza, affichait une participation d'environ 10% Ã la mi-journÃ©e. Plus aucun Ã©lecteur n'y attendait alors de voter. A Rumonge, politiquement plus mixte, plusieurs dizaines de votants faisaient la queue en dÃ©but de matinÃ©e. A la mi-journÃ©e dans la commune mÃªme de Rumonge, la participation Ã©tait d'environ 30%. MalgrÃ© le boycott, l'insÃ©curitÃ© et les appels de la communautÃ© internationale Ã reporter les scrutins, le gouvernement a tenu Ã maintenir lundi les Ã©lections, arguant d'un risque de vide institutionnel, le mandat de Pierre Nkurunziza s'achevant le 26 aoÃ»t. Signe de l'isolement croissant du camp prÃ©sidentiel, le prÃ©sident de l'AssemblÃ©e nationale sortante Pie Ntavyohanyuma, deuxiÃ©me personnage de l'Ã©tat et membre du parti prÃ©sidentiel CNDD-FDD ouvertement opposÃ© au troisiÃ©me mandat, a annoncÃ© sa dÃ©fection dimanche depuis Bruxelles. L'opposition a elle tentÃ© jusqu'au bout d'Ã©viter le boycott, consciente de l'erreur stratÃ©gique qu'elle avait faite en se retirant des prÃ©cÃ©dentes Ã©lections gÃ©nÃ©rales : elle a Ã©tÃ© Ã©cartÃ©e du paysage politique pendant L'Union europÃ©enne (UE), qui n'a cessÃ© de rÃ©clamer un report des scrutins, a estimÃ© que leur maintien Ã©tait "un fait grave" qui allait "exacerber la crise". L'UE et l'Union africaine ont renoncÃ© Ã observer les Ã©lections, estimant que les conditions n'Ã©taient pas remplies pour un scrutin crÃ©dible. Les seuls observateurs internationaux sont ceux de l'ONU, qui a prÃ©cisÃ© que leur prÃ©sence ne devait pas Ã©tre "interprÃ©tÃ©e comme une validation" du processus. Plus de 70 personnes sont mortes et plus de 120.000 Burundais terrifiÃ©s par le climat prÃ©Ã©lectoral ont fui le pays.